



PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES PRIS POUR APPLICATION DE L'ARTICLE L 541-30-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur, Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-30-1 ainsi que les articles R. 541-65 et suivants,
Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ,
Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005,
Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,
Vu l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry Vatin, Directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne,
Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2010 du Directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne donnant délégation de signature aux chefs de service et à certains agents de leur service,
Vu la demande d'autorisation d'installation de stockage des déchets inertes déposée par Sablières Malet sur la commune de Seysses en date du 24/12/2009,
Vu l'additif déposé par Sablières Malet en date du 11/03/2010,
Vu l'accord des propriétaires Monsieur Malet et Monsieur Chauliac en date du 22/12/2009,
Vu l'avis de l'unité Forêt, Chasse, Milieux naturels du service Environnement Eau Forêt de la direction Départementale des territoires en date du 01/02/2010,
Vu l'avis du Maire de la commune de Seysses rendu le 8/02/2010,
Vu la demande d'avis adressé le 9 février 2010 au Maire de la commune de Muret,
Vu que le projet d'installation de stockage de déchets inertes fait l'objet d'un dépôt de dossier loi sur l'eau au titre de l'article R214-32 du code de l'environnement (rubrique 3.3.1.0. assainissement, mise en eau, imperméabilisation, remblai de zones humides ou de marais),

Arrête

Article 1er : La société Sablières Malet dont le siège social est situé 25 avenue de Larrieu BP1014, 31 023 Toulouse, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise aux lieux-dits « Cartan », « Fonds de la Piche », « Sacareau » et « Saudrunc » sur la commune de Seysses dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans son annexe.

Article 2 : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).	Code (décret n°2002-540)	Description	Restrictions
Emballages et déchets d'emballage	15 01 07	Emballage en verre	
Déchets de construction et démolitions	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1)
Déchets de construction et démolitions	17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1)
Déchets de construction et démolitions	17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1)
Déchets de construction et démolitions	17 01 07	Mélanges de bétons, briques, tuiles, céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1)
Déchets de construction et de démolition	17 02 02	Verre	
Déchets de construction et démolitions	17 03 02	Mélanges bitumineux	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.
Déchets provenant des installations de gestion des déchets	19 12 05	Verre	
Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.
Déchets de construction et démolitions	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.

(1) Les déchets de construction et de démolition triés et mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation.

Article 3 :

L'exploitation est autorisée pour une durée de **10 ans** à compter de la notification du présent arrêté.

Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à :

- Déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) : **3 millions de tonnes**
- Déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : **0 m³**

Article 4 :

Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

Déchets inertes (hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) : **600 000 tonnes**

Déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : **0 m³**

Article 5 :

L'aménagement final devra être cohérent avec le projet d'aménagement de la base nautique souhaité par la Mairie. Une concertation entre le Maire, le bénéficiaire de l'autorisation et la Direction Départementale des Territoires devra être menée avant la réalisation des travaux d'aménagement pour examiner les éventuelles adaptations nécessaires.

Article 6 :

L'essence « Buddleja daviddi » (buddleia de David) est classée comme espèce exotique envahissante par le conservatoire Botanique national. Cette plante ne devra pas faire partie des plantations retenues pour le réaménagement final du site.

Article 7 :

La présente autorisation au titre de l'installation de stockage de déchets inertes ne dispense pas le pétitionnaire de l'autorisation loi sur l'eau dont le dossier de demande inclut une évaluation d'incidences.

Article 8:

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

Article 9 :

L'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site. L'exploitant adresse copie de sa déclaration au maire de la commune où est située l'installation.

Article 10 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée: au maire de Seysses, au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Seysses. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

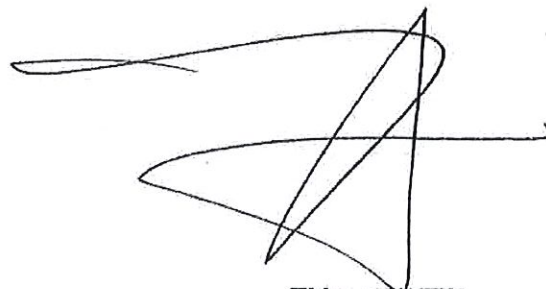
Article 11 :

Madame le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Muret, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Maire de Seysses sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A TOULOUSE, le **22 MARS 2010**

Pour le Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne et par délégation

*Le directeur départemental
des Territoires*

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Thierry VATIN

Délais et voies de recours: Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans le délai de deux mois à compter de la notification de cet arrêté.

ANNEXE I

I. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Conformité de l'installation au dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

II. – RÈGLES D'EXPLOITATION DU SITE

2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

2.4. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, klaxon des véhicules etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles sont stockés des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

2.6. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

2.7. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

2.8. Brûlage

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

III. – CONDITIONS D'ADMISSION DES DÉCHETS

3.1. Déchets admissibles

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation. Sont concernés par ces dispositions les déchets désignés par les rubriques 17 01 01 « Bétons », 17 01 02 « Briques », 17 01 03 « Tuiles et céramiques » et 17 01 07 « Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ».

3.2. Déchets interdits

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit. (Référence : article 12-II-a du décret no 2006-302.)

3.3. Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.4. Document préalable d'admission

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage. Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7. Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne. Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets...).

L'information doit être adressée à l'adresse suivante par courrier ou par mail :

DDT/SEEF/Mission Cadre de vie et Polices de l'Environnement, Cité administrative
Bâtiment E, Bd Armand Duportal, 31 074 Toulouse Cedex,

Mail : mpe.seef.ddea-31@equipement-agriculture.gouv.fr

mpe.seef.ddea-31@haute-garonne.gouv.fr

3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

IV. – REMISE EN ÉTAT DU SITE EN FIN D'EXPLOITATION

4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

4.2. Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...), et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.

4.3. Information préalable au Préfet

Le Préfet doit être tenu informé 3 mois avant la réalisation des aménagement finaux et de la couverture finale, des conditions de remise en état du site par le pétitionnaire.

4.4. Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.). Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

ANNEXE I I
CRITÈRES À RESPECTER POUR L'ADMISSION DE TERRES PROVENANT DE SITES
CONTAMINÉS

1. Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	Cu 2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat*	500*
FS (fraction soluble)	4 000

* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

2. Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter

Paramètres	en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000**
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (byphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

** Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

CONVENTION DE REMBLAI

Entre les soussignés,

La Société Civile Immobilière Languedoc Pyrénées (S.C.I.L.P.), SCI au capital de 18 293,88 euros ayant son siège social à Toulouse (31023), 25 avenue de Larrieu, BP 12314, immatriculée au Registre des Commerces et des Sociétés sous le numéro 776 831 745,

Représentée par Monsieur Claude MALET, Gérant,

Et,

La Société Civile du PECHIEU, SCI au capital de 1 524,49 € dont le siège dont la siège social est à Toulouse (31023), 25 avenue de Larrieu, BP 12314, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 424 342 855,

Représentée par Monsieur Claude MALET, Gérant,

Et,

La société CHAULIAC, société anonyme au capital de 192 000 € dont le siège dont la siège social est à PORTET SUR GARONNE (31120) 4 avenue de la gare, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 404 436 958,

Représentée par Monsieur André CHAULIAC, Directeur Général Délégué,

Ci-après dénommés les propriétaires,

D'une part,

Et

La SA SABLIERES MALET, société anonyme au capital de 1 088 000 € dont le siège social est à TOULOUSE (31023) 25 Avenue de Larrieu BP 12314, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 343 730 123,

Représentée par Monsieur Michel MANO, Président Directeur Général,

Ci-après dénommée l'exploitant,

D'autre part,

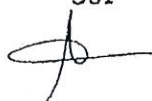


IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

La SCI LANGUEDOC PYRENEES, la SCI DU PECHIEU et la SA CHAULIAC sont propriétaires de diverses parcelles de terrain sises commune de SEYSSES de cadastrées comme suit :

PROPRIETE DE LA SCI LANGUEDOC PYRENEES

<u>Section</u>	<u>n° parcelle</u>	<u>Lieudit</u>	<u>Contenance</u>
A	275	Saudrune	7 a 62 ca
A	278	Saudrune	7 ha 23 a 66 ca
A	296	Sacareau	67 a 90 ca
A	297	Sacareau	65 a 00 ca
A	298	Sacareau	10 a 26 ca
A	299	Sacareau	17 a 94 ca
A	300	Sacareau	17 a 58 ca
A	301	Sacareau	37 a 96 ca
A	302	Sacareau	28 a 28 ca
A	303	Sacareau	28 a 52 ca
A	304	Sacareau	32 a 26 ca
A	305	Sacareau	45 a 34 ca
A	306	Sacareau	37 a 47 ca
A	307	Sacareau	39 a 50 ca
A	308	Sacareau	71 a 92 ca
A	355	Cartan	88 a 73 ca
A	365	Cartan	1 ha 53 a 61 ca
A	369	Cartan	34 a 21 ca
A	370	Cartan	26 a 63 ca
A	377	Cartan	92 a 20 ca
A	431	Fonds de la Piche	56 a 63 ca
A	439	Fonds de la Piche	73 a 64 ca
A	449	Fonds de la Piche	40 a 07 ca
A	450	Fonds de la Piche	32 a 60 ca
A	451	Fonds de la Piche	46 a 34 ca
A	454	Fonds de la Piche	36 a 48 ca
A	455	Fonds de la Piche	42 a 57 ca
A	456	Fonds de la Piche	53 a 62 ca
A	457	Fonds de la Piche	20 a 12 ca
A	458	Fonds de la Piche	35 a 41 ca
A	529	Saudrune	28 a 88 ca
A	530	Saudrune	15 a 78 ca
A	531	Saudrune	41 a 48 ca



<u>Section</u>	<u>n° parcelle</u>	<u>Lieudit</u>	<u>Contenance</u>
A	532	Saudrune	33 a 12 ca
A	533	Saudrune	29 a 91 ca
A	534	Saudrune	1 ha 75 a 52 ca
A	1239	Fonds de la Piche	14 a 56 ca

Soit ensemble une contenance cadastrale de 24 ha 03 a 32 ca

PROPRIETE DE LA SCI DU PECHIEU

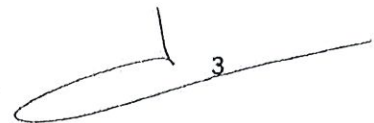
<u>Section</u>	<u>n° parcelle</u>	<u>Lieudit</u>	<u>Contenance</u>
A	277	Sacareau	1 ha 08 a 68 ca

PROPRIETE DE LA SA CHAULIAC

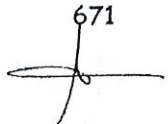
<u>Section</u>	<u>n° parcelle</u>	<u>Lieudit</u>	<u>Contenance</u>
A	276	Sacareau	35 a 20 ca
A	279	Sacareau	2 ha 10 a 65 ca
A	280	Sacareau	95 a 85 ca
A	281	Sacareau	1 ha 12 a 75 ca
A	282	Sacareau	74 a 50 ca
A	283	Sacareau	77 a 39 ca
A	284	Sacareau	2 ha 48 a 57 ca
A	285	Sacareau	63 a 66 ca
A	286	Sacareau	21 a 98 ca
A	287	Sacareau	55 a 03 ca
A	288	Sacareau	29 a 05 ca
A	294	Sacareau	24 a 45 ca
A	295	Sacareau	26 a 98 ca
A	356	Sacareau	42 a 06 ca
A	357	Sacareau	36 a 20 ca
A	358	Sacareau	40 a 93 ca
A	359	Sacareau	37 a 38 ca
A	360	Sacareau	34 a 26 ca
A	361	Sacareau	18 a 85 ca







<u>Section</u>	<u>n° parcelle</u>	<u>Lieudit</u>	<u>Contenance</u>
A	362	Sacareau	33 a 59 ca
A	363	Sacareau	29 a 22 ca
A	364	Sacareau	1 ha 61 a 49 ca
A	366	Sacareau	74 a 73 ca
A	367	Sacareau	42 a 31 ca
A	368	Sacareau	19 a 47 ca
A	371	Sacareau	19 a 23 ca
A	372	Sacareau	28 a 40 ca
A	373	Sacareau	15 a 90 ca
A	374	Sacareau	15 a 85 ca
A	375	Sacareau	44 a 24 ca
A	376	Sacareau	41 a 25 ca
A	428	Sacareau	76 a 06 ca
A	429	Sacareau	76 a 88 ca
A	430	Sacareau	56 a 87 ca
A	432	Sacareau	58 a 24 ca
A	433	Sacareau	14 a 96 ca
A	434	Sacareau	14 a 35 ca
A	435	Sacareau	15 a 01 ca
A	436	Sacareau	14 a 71 ca
A	437	Sacareau	28 a 59 ca
A	438	Sacareau	29 a 05 ca
A	440	Sacareau	24 a 64 ca
A	441	Sacareau	25 a 02 ca
A	443	Sacareau	17 a 55 ca
A	444	Sacareau	33 a 26 ca
A	445	Sacareau	34 a 32 ca
A	446	Sacareau	73 a 07 ca
A	447	Sacareau	73 a 51 ca
A	448	Sacareau	1 ha 33 a 11 ca
A	452	Sacareau	86 a 56 ca
A	518	Sacareau	29 a 25 ca
A	519	Sacareau	28 a 90 ca
A	520	Sacareau	59 a 14 ca
A	521	Sacareau	30 a 24 ca
A	522	Sacareau	34 a 63 ca
A	523	Sacareau	53 a 85 ca
A	528	Sacareau	86 a 71 ca
A	670	Sacareau	33 a 00 ca
A	671	Sacareau	33 a 00 ca




A	810	Sacareau	37 a 16 ca
A	1116	Sacareau	17 a 23 ca
A	1153	Sacareau	1 ha 55 a 13 ca
A	1156	Sacareau	3 a 56 ca
A	1157	Sacareau	75 ca

Soit ensemble une contenance cadastrale de 32 ha 99 a 73 ca

La société SABLIERES MALET mandatée précédemment aux présentes par les propriétaires, a obtenue le 22 mars 2010, l'autorisation préfectorale d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes aux lieudits « Cartan, Fonds de la Piche, Sacareau et Saudrune » dans la commune de SEYSSES. Cet arrêté, devenu aujourd'hui définitif, précise dans ses différents articles les conditions et la durée d'autorisation. Une copie demeure annexée aux présentes.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :



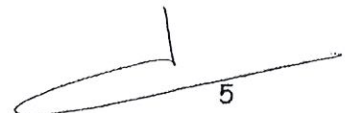
La SCI LANGUEDOC PYRENEES, la SA CHAULIAC et la SCI du PECHIEU mettent à disposition et en exclusivité à la SA SABLIERES MALET, qui accepte, diverses parcelles dans la commune de SEYSSES, d'une superficie de 58 hectares, constituées des parcelles désignées ci-dessus et conformément aux plans annexés aux présentes. Les propriétaires lui confient le soin de les remblayer, en se conformant à l'autorisation obtenue. L'exploitant connaît parfaitement les lieux sans qu'il soit besoin de les décrire, pour les avoir visités, et reconnaît être parfaitement au courant des moyens d'accès, des conditions du travail à effectuer ainsi que du volume et de la nature des matériaux à mettre en place.

La présente convention est, en outre, consentie et acceptée sous les charges et conditions suivantes :

DUREE

La mise à disposition du terrain est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2011 pour une durée de dix ans. Elle pourra être poursuivie pour permettre à l'exploitant d'achever le remblaiement, à charge pour lui d'en informer les propriétaires au moins six mois avant l'expiration de la première période.

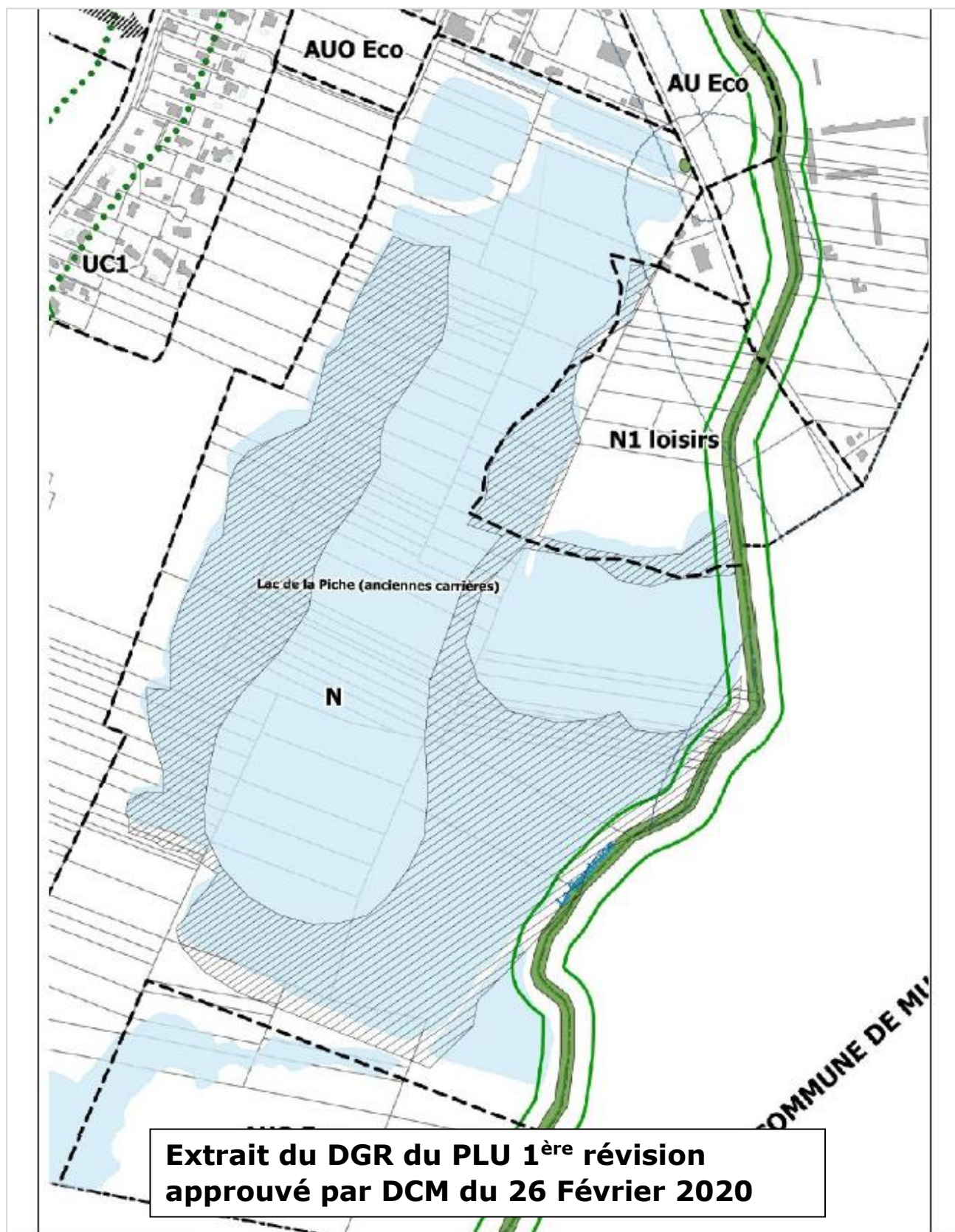
La durée pourra également être réduite pour le cas où le remblaiement serait achevé avant la durée initiale. L'exploitant devra également informer les propriétaires de l'achèvement et fournir tous les documents administratifs y afférent.

5



Secteur où le remblaiement du lac de La Piche est autorisé



**Extrait du DGR du PLU 1^{ère} révision
approuvé par DCM du 26 Février 2020**